pourraient logiquement réclamer les mêmes droits vis-à-vis du gouvernement. *Ce serait un état de guerre permanent entre le pouvoir et ses agents.*

Quelles que soient l'éloquence de M. J.-L. Mahon, l'ardeur et la discipline des postmen syndiqués, il me semble que leurs revendications ne sauraient aboutir. M. Raikes prendra certainement des mesures efficaces pour améliorer le sort des employés les plus intéressants, mais il n'acceptera jamais la reconnaissance de l'"Union."

En Angleterre, le socialisme d'Etat n'a jamais rencontré beaucoup d'adeptes ; il est à présumer que le socialisme contre l'Etat n'en comptera pas d'avantage, et qu'en cas de grève générale, l'opinion publique ferait justice des prétentions exorbitantes formulées par les employés des postes.

Roger LAMBELIN.

LE XX^{ME} SIECLE

INTENTIONS—AFFIRMATIONS—APPEL
ET METHODE

Primum interregnum ne citipere.
(Eccles. XI, 6.)

D.—*Qui êtes-vous ?*

R.—Des membres de "l'Association catholique de la Jeunesse française," laquelle est une fondation de "l'Œuvre des Cercles catholiques d'Ouvriers."

D.—*Et vous arguez de ces titres ?*

R.—Nous en arguons que les liens religieux, moraux et intellectuels, qui unissent entre eux les membres de ces associations, sont nos liens ; leurs principes, nos principes, et leur but, notre but ;

Que la garantie d'orthodoxie et de saine action sociale dont ils se sont entourés, nous pouvons nous en croire entourés nous-mêmes ;

Que là où tendent leurs efforts, converge leur pensée et s'appliquent leurs études, là est pour nous la norme de nos propres efforts, de notre propre pensée et de nos propres études ;

Et qu'enfin, des faveurs spirituelles concédées par l'Eglise, des bénédictions pontificales prodiguées, des protections épiscopales acquises, non moins que des encouragements dévolus à ces institutions par nombre d'hommes de tête, de cœur et de marque, nous pouvons réclamer notre part, car nous sommes de la famille.

après tout, nous ne prenons en possession le titre que dix années d'avance, et, selon notre intention la plus intime, l'ambition et l'espoir de nous servir et de nous apprendre avant tout à PENSER ; à penser sur les choses qui sont le plus indispensables et le plus attachantes pour le présent et en vue de l'avenir.

D.—*Mais pourquoi rêver ce privilège pour vous, plutôt que pour tout le monde ?*

R.—"Tout le monde" est une locution bien indéfinie, et par conséquent, d'essence paresseuse. Tout le monde convient de tant d'idées et si peu de gens en cultivent seulement une ! Quand tout le monde attend, personne en général ne bouge.

Et puisque nous vivons le siècle qui va naître, il est bon de se rappeler cette petite observation qui remonte au déclin de celui qui précéda le nôtre. Un personnage bien désintéressé dans le mouvement social français de l'époque, Gouverneur Morris, qui séjourna à Paris de 1788 à 1794, en qualité d'envoyé commercial de la jeune République des Etats-Unis d'Amérique, marquait dans sa correspondance cette note sur le caractère français : "nation vive, qui aime à lire, mais qui déteste penser."

Nous avons fait bien du chemin depuis l'Ancien Régime et la Révolution, et du bon chemin, quoi qu'on dise, à travers d'effroyables culbutes ; mais il est bien évident que ce qui nous manque encore le plus, en masse, c'est d'aimer à penser, c'est de savoir penser.—Nous ne prétendons, certes, en remontrer à personne ; Dieu nous en garde !—Mais, si nous arrivions à nous inculquer, mutuellement, un peu de cet amour, un peu de ce savoir, nous n'aurions certainement pas tout à fait perdu notre jeunesse.—"La jeunesse, a dit "un penseur, est un si large fait, qu'il prend toute la vie. N'est-ce pas de l'avoir que l'on porte en soi comme la jeune fille ?"

D.—*L'idée est suggestiva, comme vous diriez peut-être vous-mêmes, en qualité de modernes, et ne manque pas non plus de hardiesse. Or, nous voyons bien de prime-saut que vous ne craignez pas les opinions hardies.—N'est-il pas vrai ?*

R.—Le même auteur vous répondra pour nous.—"Le monde suppose toujours des opinions très hardies à ceux qui n'ont pas l'air de tenir les siennes en grand respect."—A quoi nous ajoutons, également de prime-saut.—*Le monde, peu nous importe, par la raison bien simple que Notre-Seigneur*

ments de ces délégations libres mais réfléchies a été précisément le "retour à la vie provinciale."—Etre fidèle à cette donnée est donc tout le contraire de faire bande à part, et la critique de "séparatisme" devient bien caduque, quand on peut lui opposer l'idée féconde, quoique vaguante encore, de "fédération".

D.—*N'allez-vous pas un peu loin et ne jouez-vous pas à la plate forme ?*

R.—N'ayez souci : nous ne nous approprions qu'un simple règlement de travail. Et l'indication dominante, ou plutôt déterminative, que nous tenons de nos chefs et de nos aînés en ces graves matières, peut se résumer en ces trois points, qui en réalité n'en font qu'un :

Toutes les fois que l'occasion se présentera de donner un gage à un principe d'association, en place de nous laisser conduire par un courant d'individualisme,—donnons le gage à l'association ;

Toutes les fois qu'il nous sera possible d'aborder par un don quelconque de nous mêmes les hauteurs de la solidarité, en place de nous risquer sur la pente de l'amour-propre,—escaladons la solidarité ;

Toutes les fois que nous aurons les moyens de favoriser une autonomie légitime, en opposition à l'action toujours décevante d'une autocratie plus ou moins déguisée,—favorisons l'autonomie.

Au surplus, s'il est bon de dégoûter les inquiétudes, il ne le serait nullement d'enfler les situations. Nous n'avons jamais eu un seul instant l'idée de changer quoi que ce soit à la vie organique de l'Association catholique de la Jeunesse française, encore bien moins de l'Œuvre des Cercles catholiques d'Ouvriers, et pas même de prendre rang parmi leurs publications officielles. Un réflexeur ne saurait raisonnablement, n'est-ce pas, être pris pour le foyer lumineux ?

D.—*Mais vous ne craignez donc pas que l'on vous accuse de faire concurrence à l'Association Catholique, organe de l'Œuvre des Cercles ou au Bulletin de votre propre Association de jeunesse ?*

R.—On verra bien vite le contraire aux soins que nous prendrons pour coordonner notre XX^{ME} SIECLE avec les publications ses aînés. Il y a, chacun le sait, deux manières de s'intéresser à une publication littéraire quelconque et d'y intéresser le groupe de ses amis : la première est d'en rendre compte de façon à dispenser de la lire ; et la seconde, de façon à donner envie de la lire. De cette alternative bibliographique, il est bien évident que c'est la

à être décentralisée et que sa pénétration est en raison directe des formes qu'elle revêt et des milieux qui l'accueillent ?

Et ne pouvez-vous pas entrevoir, dans notre tentative, un échange sans compétition, un stimulant sans concurrence, une hiérarchie sans ombrage ?

Eh ! mon Dieu, nous aspirons tout simplement à nous adonner à une culture plutôt expansive qu'intensive, à un jardinage s'adaptant au caractère de notre génération qui pousse et qui veut n'avoir ni froid aux yeux, ni flegme aux doigts, ni crainte au cœur. Le Jardin des racines grecques dont on a tant affligé l'enfance de nos pères, avait peut-être du bon ; mais certainement le Jardin des racines chrétiennes, dont nous délecterions notre vingtième année, aiderait, en l'an 1900.

(à suivre.)

UNITED STATES LIFE

Organisée en 1850

Bureau principal à NEW YORK

BILAN DE 1889—Augmentation d'actif, augmentation de surplus, augmentation de polices émises et d'affaires faites, augmentation d'assurances en force.

Cette compagnie, à part plusieurs systèmes très avantageux, présente aussi un plan d'assurance de vie à très bon marché, garanti par une police des plus libérales.

Bonnes offres à de bons agents.

S'adresser à

B. V. BERNIER,

Agent général,

133 rue ST-PIERRE, Basse-Ville, Québec
5 juillet 1890. 12

Liverpool & London & Globe

CONTRE

LE FEU ET SUR LA VIE

Bureau principal pour le Canada, Montréal
Hon. Henry Starnes, Président.

G. F. C. Smith, Principal Agent.

Bureau de Québec, - 75 rue Dalhousie

FONDS INVESTIS . . . \$40,500,000
AU CANADA SEULEMENT . . . 900,000

Cette compagnie prend des risques dans toutes les parties de la ville et des campagnes. Des Polices pour trois ans sont émises au taux de deux primes annuelles.

WM. M. MACPHERSON,
75, rue Dalhousie,
Québec.

5 juillet 1890. 12